

Unité interdépartementale des deux Savoie
3, rue Paul Guiton, 74 000 Annecy

Annecy, le 27 MARS 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18 mars 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SYNDICAT MIXTE DU LAC D ANNECY

LES ILES 7 rue des TERRASSES
BP 39 – 74 960 Annecy

Références : 20240318-RAP-InspectionUveChavanodOCP
Code AIOT : 0006104565

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 mars 2024 dans l'établissement du SILA implanté 310 route du champ de l'Ale 74 650 Chavanod. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques <https://www.georisques.gouv.fr/>

L'inspection s'inscrivait dans le cadre de l'action régionale dite « opération coup de poing » portant sur les effluents liquides

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYNDICAT MIXTE DU LAC D ANNECY
- 310 route du champ de l'Ale 74 650 Chavanod
- Code AIOT : 0006104565
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est réglementé par arrêté préfectoral du 21 août 2023 pour les principales activités suivantes :

- incinération de déchets non dangereux,
- transit de déchets non dangereux stockés en balles,
- déchetterie pour les professionnels.

Depuis le 1^{er} janvier 2021, le SILA qui exploitait jusqu'alors les installations en régie a fait appel à la société IDEX Environnement en qualité d'opérateur. Le SILA reste néanmoins l'exploitant et le bénéficiaire de l'arrêté d'autorisation.

Rappelons que l'établissement a fait l'objet d'importants travaux de requalification débutés en 2014, comprenant le remplacement de deux de ses trois fours initiaux et la suppression du troisième, le remplacement des dispositifs de traitement des fumées afin d'abaisser les rejets atmosphériques notamment en NOx et l'optimisation de la performance énergétique.

Thèmes de l'inspection : Action régionale 2024, relative aux effluents liquides.

2) Constats

2-1) Introduction – Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats – Les fiches de constats en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Fiches de constats faisant l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Points de contrôle	Références réglementaires	Propositions de suites	Délais proposés
1	Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, article 2.4.3	Demande d'action corrective	1 mois
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, article 3.6.1		3 mois
5	Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, article 2.4.4.5		1 jour
8	Contrôle de recalage	Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, article 3.6.1		1 mois

Fiches de constats faisant l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Points de contrôle	Références réglementaires
2	Ouvrages de rejet – aspect des rejets	Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, art. 2.4.6.3 à 2.4.6.4
4	Respect des périodicités de surveillance	Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, article 3.6.3
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
7	Débit de rejet	Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, article 3.3.3
9	Déclaration résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats – Sur la base des écarts constatés lors de la visite d'inspection, nous demandons à l'exploitant de conduire les actions suivantes :

Dès réception du présent rapport

- pour disposer d'analyses plus représentatives des rejets liquides de l'établissement tel que cela est prévu par l'article 3.6.1 de l'arrêté préfectoral du 21 août 2021, privilégier les prélèvements en temps de pluie,
- veiller à respecter les limites de rejet dans les effluents liquides fixées par l'article 2.4.4.5 de l'arrêté préfectoral du 21 août 2023, notamment par une gestion des mâchefers permettant de limiter leur quantité, dans l'attente de leur couverture,
- Compte tenu de la diversité des déchets traités sur le site, pour les prochaines campagnes d'analyses, déterminer également les concentrations des PFAS de la seconde liste de l'article 3 de l'arrêté ministériel précité.
- saisir les résultats des analyses de PFAS sur l'application GIDAF au fur et à mesure de leur transmission par le laboratoire.

sous un délai d'un mois :

- mettre à jour le plan en détaillant de façon précise le cheminement des eaux entre le séparateur T4, le décanteur usine et la fosse toutes eaux, en application de l'article 2.4.3 de l'arrêté préfectoral du 21 août 2023,
- faire contrôler par un organisme compétent et faire réaliser un essai annuel afin de garantir le bon fonctionnement des équipements de mesure en continu des polluants aqueux conformément aux dispositions de l'article 3.6.1 de l'arrêté préfectoral du 21 août 2023,

sous un délai de 3 mois :

- mettre en place un système fiable et représentatif des mesures en continu et des mesures journalières prescrites par l'article 3.6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 août 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, article 2.4.3
Thème : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un plan des réseaux de collecte des effluents doit être établi, régulièrement mis à jour, daté et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. Il fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques...
Constats : L'exploitant nous a présenté le plan des réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées industrielles daté du 5 mai 2023. Ce plan fait apparaître les éléments prescrits et fait un zoom sur les organes destinés à traiter les eaux de la plateforme de mâchefers nord du site, désignés par « séparateur T4 » et « décanteur usine ». Toutefois le tracé du cheminement des eaux entre le séparateur T4, le décanteur usine et la fosse toutes eaux n'est pas représenté de façon assez précise. Nous demandons à l'exploitant de mettre à jour sous un mois le plan en détaillant de façon précise le cheminement des eaux entre ces trois ouvrages.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Ouvrages de rejet – diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, article 2.4.6.3 à 2.4.6.4
Thème : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
Prescription contrôlée : 2.4.6.2 – Tout rejet direct ou indirect dans les eaux souterraines est interdit. 2.4.6.3 – Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. 2.4.6.4 – Le raccordement du rejet des effluents visés au point 2.4.4.2 au réseau d'assainissement collectif est réalisé suivant une convention établie en accord avec le gestionnaire du réseau.
Constats : Aucun effluent industriel n'est rejeté dans les eaux souterraines. Il existe deux origines d'eaux industrielles collectées dans deux parties du circuit de l'établissement : <ul style="list-style-type: none">• les eaux de procédés mélangées à celles de ruissellement de la plateforme de mâchefers nord,• les eaux de ruissellement de la plateforme de mâchefers sud. Chacune de ces parties du réseau dispose d'un point de prélèvement qui permet de visualiser les effluents. Aucun de ces rejets ne présentait d'anomalie visible. Le raccordement et le rejet d'eau industrielle au réseau d'assainissement a fait l'objet d'une convention du 17 mars 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, article 3.6.1
Thème : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
Prescription contrôlée : Les mesures destinées à déterminer les concentrations de substances polluantes dans l'air et dans l'eau doivent être effectuées de manière représentative et, pour les polluants atmosphériques, conformément aux dispositions et aux normes en vigueur.
Constats : Le système de prélèvement automatique de la partie du réseau collectant l'aire de mâchefers nord et les eaux de procédés de l'usine est constitué : <ul style="list-style-type: none">• d'une sonde de pH et de température effectuant une mesure en continu directement dans l'effluent,• d'une sonde de mesure de la conductivité sur un prélèvement,• d'une sonde analysant les concentrations en matières en suspension, en COT et en DCO sur un prélèvement. <p>Chaque échantillon est prélevé de façon proportionnelle au débit puis versé dans un premier cylindre en plastique où est mesurée la conductivité. Un tuyau amorcé permet de transférer ces effluents à mi-hauteur d'un second cylindre en plastique où est immergée la sonde mesurant les MES, la DCO et le COT. Ce second cylindre se vide par surverse au moyen d'un trou dans sa partie haute.</p> <p>Le renouvellement de l'effluent dans les cylindres ne se fait pas en continu mais après un temps qui n'a pu être déterminé en séance, de façon non contrôlée. En particulier l'eau qui est entrée dans un cylindre en premier ne ressort pas en premier dans son intégralité et il est vraisemblable que s'y produisent des phénomènes de décantation des matières en suspension.</p> <p>Le contenu de chaque cylindre n'est pas représentatif de l'effluent.</p> <p>Nous demandons à l'exploitant de mettre en place sous un délai de trois mois un système fiable et représentatif des mesures en continu et des mesures journalières prescrites par l'article 3.6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 août 2023.</p> <p>Par ailleurs, pour déterminer la concentration de rejet des polluants réglementés, l'exploitant réalise une moyenne de chaque concentration mesurée sur chacun des deux points de prélèvement, pondérée par le débit mesuré en chacun de ces deux points. Lorsqu'il ne pleut pas depuis plusieurs heures, les aires de mâchefers ne produisent aucun effluent et seule les eaux de procédés de l'usine sont analysées.</p> <p>Pour disposer d'analyses plus représentatives des rejets liquides de l'établissement, nous demandons à l'exploitant de privilégier les prélèvements en temps de pluie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, article 3.6.3
Thème : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant doit réaliser sur les effluents industriels pré-traités, en amont de leur rejet au réseau d'assainissement : <ul style="list-style-type: none">• en continu, la mesure du pH, de la température, du débit, conductivité, et de la concentration en substances organiques exprimées en COT (si des difficultés étaient

<p>rencontrées pour la mesure du COT en continu en raison de la présence de chlorures, cette mesure pourrait être réalisée à fréquence journalière sur un échantillon ponctuel),</p> <ul style="list-style-type: none"> à fréquence journalière, sur un échantillonnage ponctuel, la mesure de la DCO et des solides en suspension sauf si cette mesure est incompatible avec la nature de l'effluent et notamment lorsque la teneur en chlorure est supérieure à 5 g/l. <p>L'exploitant doit en outre faire réaliser par un laboratoire agréé des mesures mensuelles sur un prélèvement sur 24 heures, proportionnel au débit, des paramètres suivants : DBO5, métaux (Hg, Cd, Tl, As, Pb, Cr, CrVI Cu, Ni et Zn), fluorures, cyanures libres, hydrocarbures totaux, A.O.X., azote ammoniacal (NH4-N), chlorures (Cl-) et sulfates (SO42-).</p> <p>Il doit enfin faire réaliser par un organisme compétent au moins deux mesures par an des dioxines et des furannes.</p>
Constats : Les périodicités de surveillance des effluents liquides sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, article 2.4.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE – Actions correctives en cas de dépassement
Prescription contrôlée : Les valeurs limites de rejets des effluents visés aux point 2.4.4.2 et 2.4.4.3 sont fixées à l'annexe 3.
<p>Constats : Sur une année glissante on relève 3 dépassements en cuivre dans les effluents liquides en mars, novembre et décembre 2023. En mars 2023, la plateforme de mâchefers nord était pleine et la plateforme de mâchefers sud peu chargée. En revanche, en novembre et décembre 2023, les deux plateformes étaient chargées.</p> <p>Précisons que ces dépassements ont été mesurés sur des prélèvements réalisés par temps de pluie avec des effluents issus des deux plateformes.</p> <p>L'exploitant nous a présenté les dispositions qui seraient prises dans l'année 2024 pour limiter ces dépassements :</p> <ul style="list-style-type: none"> réduction de moitié de la surface de la plateforme nord, couverture des 3 lots de mâchefers stockés sur la plateforme nord. Seuls les mâchefers sortant du four seront exposés aux intempéries, couverture de 6 lots de mâchefers sur la plateforme sud qui peut en compter 9. <p>Ces dispositions qui seront achevées fin 2024 permettront de limiter de façon significative le lessivage des mâchefers et en conséquence la concentration en polluants dans les effluents liquides.</p> <p>Nous demandons à l'exploitant de veiller à respecter les limites de rejet dans les effluents liquides, notamment par une gestion des mâchefers permettant de limiter leur quantité, dans l'attente de leur couverture.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 jour

N° 6 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L.512-3, L.512-5, L.512-7 et L.512-10 du code de l'environnement, sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Les transmissions sur l'application GIDAF sont réalisées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, article 3.3.3
Thème : Risques chroniques, Débit de rejet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit réaliser sur les effluents industriels pré-traités, en amont de leur rejet au réseau d'assainissement : <ul style="list-style-type: none">• en continu, la mesure ... du débit ... ,
Constats : L'exploitant réalise la mesure du débit sur les deux points de rejet qui convergent ensuite vers un collecteur avant déversement dans le réseau d'eaux usées du SILA. Sur le point de rejet des eaux usine et de la plateforme de mâchefer nord et sur le point de rejet de la plateforme de mâchefers sud, le débit de rejet est suivi par une mesure de hauteur d'eau par ultrason. L'exploitant nous a présenté en séance, pour les deux dispositifs, les certificats établis le 24 octobre 2023 par Endress-Hauser, suite aux opérations d'étalonnage réalisées le 23 octobre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, article 3.6.1
Thème : Risques chroniques, Contrôle de recalage
Prescription contrôlée : L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent.
Constats : L'exploitant nous a indiqué que pour les effluents liquides, ces opérations n'étaient pas réalisées annuellement par un organisme compétent. L'exploitant a lui-même réalisé un tel contrôle en 2022, sur 4 mois consécutifs, avec pour objectif de déterminer un coefficient multiplicateur correctif entre chaque analyse d'autosurveillance en continu et chaque analyse normée. Il a donc mesuré, avec la sonde utilisée pour l'autosurveillance en continu, certaines teneurs dans le récipient contenant l'échantillon journalier mensuel destiné à être analysé par un laboratoire agréé. La comparaison des deux résultats d'analyses visait à déterminer un coefficient de correction. Pour les matières en suspension, le coefficient correctif déterminé en janvier 2022 était de 9,5 et

celui déterminé en avril 2022 était de 0,2.

Cet écart montre que l'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu des polluants aqueux méritent d'être contrôlés par un organisme compétent et de faire l'objet d'un essai annuel, conformément aux dispositions de l'article 3.6.1 de l'arrêté préfectoral du 21 août 2023. **Nous demandons à l'exploitant de faire réaliser ce contrôle sous un mois.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Constats : L'exploitant nous a remis en séance les résultats de la première campagne d'analyses de PFAS réalisée au titre de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. Les analyses n'ont pas détecté de PFAS dans les rejets liquides.

Toutefois, l'exploitant nous a indiqué que le prélèvement avait été réalisé en l'absence de pluie, c'est-à-dire qu'il était constitué principalement d'eau de procédé. Il nous a également précisé que le prélèvement de février avait été réalisé dans les mêmes conditions mais qu'en revanche, le prélèvement de mars 2023 avait été réalisé par temps de pluie et contenait une part significative d'eau de ruissellement sur les aires de mâchefers.

Nous demandons à l'exploitant, pour les prochaines campagnes d'analyses, de privilégier la réalisation des prélèvements lors de précipitations.

Par ailleurs, les PFAS analysés correspondaient à ceux de la première liste de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. **Compte tenu de la diversité des déchets traités sur le site, nous demandons à l'exploitant, pour les prochaines campagnes d'analyses, de déterminer également les concentrations de la seconde liste de l'article 3 de l'arrêté ministériel précité.**

Enfin, nous demandons à l'exploitant de saisir les résultats des analyses de PFAS sur l'application GIDAF.

Type de suites proposées : Sans suite